

Discours de Romano Prodi sur la contribution de la Commission au Conseil européen de Lisbonne (20 mars 2000)

Légende: Le 20 mars 2000, Romano Prodi, président de la Commission européenne, félicite la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne d'avoir pris l'initiative d'organiser un Conseil européen spécial à Lisbonne sur le thème "Emploi, réformes économiques et cohésion sociale - vers une Europe fondée sur l'innovation et la connaissance".

Source: RAPID. The Press and Communication Service of the European Commission. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [23.05.2005]. SPEECH/00/92. Disponible sur <http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/00/92&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2012

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_romano_prodi_sur_la_contribution_de_la_commission_au_conseil_europeen_de_lisbonne_20_mars_2000-fr-8329687e-d64e-4b2b-8208-2817ddcb6e0e.html

Date de dernière mise à jour: 05/09/2012

Contribution de la Commission au Conseil européen spécial de Lisbonne (23-24 mars 2000)

Conseil Affaires générales (Bruxelles, 20 mars 2000)

Monsieur le Président,

La présidence portugaise a pris l'initiative d'organiser un Conseil européen spécial à Lisbonne, sur le thème "Emploi, réformes économiques et cohésion sociale - vers une Europe fondée sur l'innovation et la connaissance". Je voudrais la féliciter pour cette initiative et, plus particulièrement, pour l'ambition et la qualité des travaux préparatoires. Elle a en effet réussi à susciter un très large consensus, y compris auprès de la Commission, sur les vues exprimées dans son document. Ensemble, nous ferons de ce sommet un grand succès pour l'Europe.

La contribution de la Commission à ce sommet, que j'ai le plaisir de vous présenter aujourd'hui, reflète ce consensus.

Le premier point sur lequel nous sommes d'accord est qu'à l'aube de ce siècle nouveau, l'Europe a besoin d'une vision nouvelle. La vision que nous proposons est celle d'une Europe qui soit à la fois une économie dynamique et une société d'insertion. Une Europe à la pointe de la nouvelle économie, mais défendant ses valeurs sociales. Une Europe qui puisse de nouveau faire du plein emploi l'objectif central de sa politique économique sociale.

Pour que cette vision devienne réalité, l'Europe a besoin d'une stratégie nouvelle, d'une stratégie socio-économique qui s'inscrive sur le long terme. C'est notre succès dans la mise en oeuvre de cette stratégie qui décidera si l'Europe restera à la traîne ou si elle prendra la première place dans un monde en mutation rapide. C'est de ce succès que dépendra l'avenir du modèle social européen.

La stratégie que nous proposons est une stratégie intégrée. Ses éléments nous sont familiers: croissance économique, emploi, éducation et formation, environnement des entreprises et recherche. La nouveauté réside dans son caractère intégré. Une telle approche est indispensable en raison du lien inextricable qui existe entre questions économiques et questions sociales.

Les technologies de l'information et le passage à une nouvelle économie basée sur la connaissance peuvent enrichir la vie de nos concitoyens et leur offrir, en plus grand nombre, de meilleurs emplois. Mais ces changements doivent s'accompagner de mesures qui permettent à tous nos concitoyens de profiter de leurs avantages, faute de quoi nous risquons de favoriser une nouvelle forme d'exclusion. Et l'exclusion a un coût, tant économique que social.

Nous devons commencer à appliquer cette stratégie dès maintenant, afin de saisir l'occasion unique offerte par les bons résultats économiques que nous avons pu obtenir, grâce à notre action déterminée sur le marché intérieur et à une politique monétaire et budgétaire saine. Sans relâcher notre discipline, nous devons utiliser la marge de manœuvre que nous offre la reprise économique.

C'est maintenant qu'il nous faut agir, car les défis auxquels nous sommes confrontés ne peuvent attendre.

Le premier défi est d'ordre technologique: l'Europe est à la traîne dans une économie mondiale basée sur la connaissance, et nous devons rattraper ce retard. Nous savons que nous pouvons y réussir. Tel est le sens de l'initiative "cyber-Europe". L'Europe peut faire mieux que ses principaux concurrents, et elle a une chance de devenir le numéro un mondial dans cette nouvelle économie.

Le deuxième défi est d'ordre social: nous devons lutter contre le chômage et l'exclusion sociale. Nos concitoyens attendent de nous des résultats. Ils n'accepteront pas les changements nécessaires pour assurer notre compétitivité économique si nous ne renforçons pas la cohésion sociale. Et nous avons besoin de leur soutien pour réussir.

Notre stratégie consiste à axer nos efforts sur un nombre restreint de priorités claires. Un environnement macro-économique sain n'est que l'un des éléments qui, avec la croissance économique, le plein emploi et la cohésion sociale, nous permettront de bâtir une société fondée sur la connaissance. Nous devons également nous concentrer sur les personnes, les idées et le marché.

Des mesures axées sur les personnes: les citoyens européens ont besoin d'une meilleure éducation et d'une meilleure formation pour pouvoir adapter leurs compétences aux types d'emplois proposés aujourd'hui ou susceptibles d'apparaître demain. Il importe, dans l'intérêt de tous, que les partenaires sociaux soient pleinement associés à ce processus complexe. Nous avons par ailleurs besoin de réformes sociales pour pouvoir faire face au vieillissement de notre population.

Des mesures axées sur les idées: nous devons investir dans des projets et des installations de recherche. Nous devons faciliter le financement de la recherche et du développement. L'Europe doit se montrer plus rapide dans l'élaboration et l'exploitation des idées, ainsi que dans leur mise sur le marché.

Des mesures axées sur le marché: les réformes structurelles devront être poursuivies afin de renforcer la compétitivité des entreprises européennes sur le marché mondial. Il existe des domaines dans lesquels le marché intérieur n'est pas encore suffisamment performant, en l'occurrence certains secteurs de services, notamment le commerce électronique, l'énergie et les transports, ainsi que les services financiers. L'Europe doit se doter de statuts pour une société européenne et d'un brevet communautaire, mais aussi d'un marché des capitaux plus liquide et de meilleures règles dans le secteur des marchés publics. Nous nous devons d'aborder ces questions si nous voulons tirer le meilleur parti de notre potentiel économique.

J'ai dit que l'Europe avait besoin d'une vision nouvelle, et je vous ai décrit la mienne, qui est très largement partagée par la présidence portugaise et par les États membres. J'ai dit aussi que l'Europe avait besoin d'une nouvelle stratégie, et je vous ai très brièvement résumé celle que nous proposons dans notre document.

Mais l'Europe a aussi besoin d'une méthode. J'aimerais d'ailleurs que ce sommet soit un "Sommet de la méthode".

Pour atteindre notre objectif de renouveau économique et social, nous n'avons pas besoin d'un nouveau processus qui s'ajouterait à ceux de Luxembourg, de Cardiff et de Cologne. En revanche, nous devons simplifier et améliorer ces processus et les moyens qui sont déjà à notre disposition. Nous devons aussi réexaminer nos instruments financiers actuels et les réorienter vers notre objectif prioritaire, qui est de construire une société basée sur la connaissance où il n'y ait plus d'exclusion.

Nous avons également besoin de mesurer les progrès accomplis dans cette direction. L'évaluation comparative des performances sera un élément important de notre méthode. Il ne s'agit pas de poursuivre des aspirations que nous n'avons pas les moyens politiques de concrétiser, mais simplement d'utiliser des indicateurs pour comparer nos résultats avec ceux des autres. Ces indicateurs, que nous aurons choisis à l'avance, nous permettront de mesurer les progrès accomplis. En prenant pour repères les meilleurs résultats obtenus, nous saurons où nous allons, nous pourrions analyser les raisons de nos succès ou de nos échecs et favoriser la diffusion des meilleures pratiques.

Enfin, mesdames et messieurs, ce dont l'Europe a surtout besoin, c'est d'une forte volonté politique.

Ce ne sont pas nos engagements écrits qui feront véritablement la différence. Trop d'engagements de ce genre ont été pris par le passé et n'ont pas été respectés jusqu'au bout. Ce qui fera vraiment la différence, c'est notre détermination commune à honorer ces engagements. Et vous pouvez être certains que la Commission et moi-même sommes absolument déterminés à jouer notre rôle dans ce domaine.

La Commission prendra les mesures nécessaires pour que ces engagements produisent des résultats concrets. Nous voulons avant tout que la Commission devienne une "cyber-Commission" à la pointe de l'utilisation des technologies d'information, et qu'elle soit un exemple éclatant d'administration efficace, moderne et responsable.

Le renouveau économique et social est un objectif que nous ne pourrions pas réaliser seuls. Les personnes, la société civile, les autorités locales et régionales, les gouvernements, les institutions européennes, les milieux industriels et commerciaux, tous ont un rôle à jouer.

Mesdames et messieurs, ce que j'attends de ce sommet, c'est un accord sur notre approche et, surtout, des engagements opérationnels précis pour que cet accord puisse se traduire en actes. Nous devons axer nos efforts sur un nombre limité de mesures visant à accélérer le changement, nous fixer des objectifs clairs et mesurer les progrès accomplis vers leur réalisation. Dans la poursuite de notre objectif de renouveau économique et social pour l'Europe, nous ne pouvons pas nous permettre d'être hésitants, et nous ne pouvons pas nous permettre de prendre du retard. Je compte donc sur votre soutien sans réserve.

Je vous remercie.